

Le discours aux accents sociaux et environnementaux de Charles Michel sur l'avenir de l'Europe

BELGA Publié le mardi 12 février 2019 à 14h40 - Mis à jour le mardi 12 février 2019 à 15h10



◀7

POLITIQUE BELGE (/ACTU/POLITIQUE-BELGE) Le Premier ministre du gouvernement démissionnaire, le libéral Charles Michel, a tenu mardi devant les étudiants du Collège d'Europe, à Bruges, un discours sur l'avenir de l'Union européenne aux accents sociaux et environnementaux, à côté des thématiques de sécurité, de commerce et d'entrepreneuriat.

Le libéral a particulièrement souligné sa fermeté sur deux dossiers qui ont marqué la législature écoulée. Une première fois lorsqu'il a défendu en 2016 l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada (CETA), contesté par les coalitions du sud du pays emmenées par le PS Paul Magnette sous l'impulsion d'une partie de la société civile. Et une seconde fois face à la volonté de la N-VA de saper le Pacte de l'Onu pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.

"On doit continuer les efforts entrepris pour mieux contrôler les frontières extérieures de l'UE, avec responsabilité et solidarité entre États. Mais aussi, et c'est trop peu souvent dit, ouvrir des canaux légaux de migration, par exemple pour les étudiants, ou dans un cadre économique, pour une durée déterminée", a-t-il dit en insistant sur la nécessité d'un partenariat avec l'Afrique.

Mais le libéral a aussi insisté sur la dimension sociale du projet européen, en promettant notamment de remettre sur la table la demande d'une harmonisation des salaires minimums entre États membres. "Aujourd'hui, l'écart est de plus de un à dix pour les montants bruts des salaires minimums en Europe". Une convergence permettrait aussi de lutter contre le dumping social, a-t-il expliqué.

Sur le dossier climatique, M. Michel a fait sienne la demande d'un "Green deal européen" qui permettrait de "mieux conjuguer une ambition industrielle trop faible avec l'ambition climatique, grâce à l'innovation, la recherche et une stratégie énergétique."

Un tel accord à l'échelle de l'Union aurait l'avantage, par rapport à des "green deals" nationaux, d'éviter "un dumping environnemental intra-européen néfaste pour l'économie et l'emploi".

Belga

◀7